

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE (CP 104)

Convention collective de travail du 29 mai 2007 portant modification et coordination du chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage, du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu

Chapitre I^{er} – Objet

Article 1^{er}. - La présente convention est conclue en exécution de l'Accord sectoriel du 29 mai 2007 dans la sidérurgie - Ouvriers - 2007-2008. Elle modifie et coordonne le chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage, du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu, modifié en dernier lieu par la convention collective de travail du 12 mai 2005 (enregistrée sous le n° 74879/CO/104 et rendue obligatoire par un arrêté royal du 19 avril 2006, publié au Moniteur belge du 25 septembre 2006).

Chapitre II - Champ d'application

Art. 2. - La présente convention est d'application dans les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique (CP n° 104) et aux travailleurs et travailleuses qui sont liés à ces entreprises par un contrat de travail d'ouvrier.

Chapitre III - Dispositions modifiant le chapitre VI du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu

Art. 3. - L'article 27 du protocole du 26 mars 1975 précité est remplacé par la disposition suivante :

«Art. 27, § 1^{er} - A dater du 1^{er} avril 2007, il est garanti au chômeur partiel, suivant les modalités précisées ci-après, 85 % de sa rémunération normale brute plafonnée au montant de l'allocation de chômage journalière.

§ 2 - Ce relèvement du pourcentage est assorti de la condition que le cumul de toutes les allocations ne peut avoir pour conséquence que le salaire net normal du travailleur soit dépassé.

§ 3 - Par rémunération normale brute, il y a lieu d'entendre la rémunération prise en considération pour l'établissement de l'allocation légale de chômage.

§ 4 - L'indemnité complémentaire de chômage est octroyée pour les journées pour lesquelles une allocation légale de chômage est perçue par le travailleur. »

Ar e/d

Art. 4. - L'article 28 du même protocole est remplacé par la disposition suivante :

«Art. 28. - Le relèvement du montant plancher sectoriel tel que fixé par l'article 27, § 1^{er}, est sans effet pour les entreprises qui ont fixé des niveaux d'indemnisation plus favorables que l'indemnisation résultant de l'application du taux de 85 %. De plus, ce relèvement ne peut en aucun cas entraîner de majoration de la garantie globale qui est prévue en cas de chômage économique dans les entreprises qui ont fixé des niveaux d'indemnisation plus favorables.»

Art. 5. - L'article **32** du même protocole est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. - La présente convention produit ses effets le 1^{er} avril 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique ainsi qu'à chacune des parties signataires. »

Chapitre IV - Annexe portant coordination du chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage, du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu

Art. 6. - Les parties signataires joignent en annexe à la présente convention la version coordonnée du chapitre VI du protocole du 26 mars 1975.

Chapitre V - Entrée en vigueur et durée

Art. 7. - La présente convention produit ses effets le 1^{er} avril 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique ainsi qu'à chacune des parties signataires.

Annexe à la convention collective de travail du 29 mai 2007 portant modification et coordination du chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage, du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu

Chapitre VI - Convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage

Art. 23. - La présente convention organise un régime d'indemnité complémentaire à l'allocation de chômage légale en cas de chômage partiel.

Art. 24. - Toute demande de dérogation aux dispositions de la présente convention devra être adressée par écrit au Président de la Commission paritaire et faire l'objet d'une approbation de la Commission paritaire.

Art. 25. - Par chômage partiel au sens de la présente convention, il y a lieu d'entendre le chômage résultant de causes économiques et institué en application de l'article 51 ~~de la loi~~ du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 26. - Afin de répartir le travail de la manière la plus équitable entre les ~~travailleurs~~, il est procédé, dans la mesure des possibilités techniques et suivant les ~~disponibilités~~ en main-d'oeuvre, à une mise en chômage par roulement, étant entendu que ce système ne peut entraîner l'attribution pour un même poste de travail, à la fois d'une indemnité complémentaire de chômage au travailleur titulaire et d'une compensation salariale au travailleur temporairement muté à ce poste.

Si des difficultés apparaissent à ce dernier sujet, une solution équilibrée entre l'octroi d'indemnités complémentaires de chômage et celui de compensations pour mutation temporaire devrait être recherchée avec la délégation syndicale.

Art. 27, § 1^{er} - A dater du 1^{er} avril 2007, il est garanti au chômeur partiel, suivant les modalités précisées ci-après, 85 % de sa rémunération normale brute plafonnée au montant de l'allocation de chômage journalière.

§ 2. - Ce relèvement du pourcentage est assorti de la condition que le cumul de toutes les allocations ne peut avoir pour conséquence que le salaire net normal du travailleur soit dépassé.

§ 3 - Par rémunération normale brute, il y a lieu d'entendre la rémunération prise en considération pour l'établissement de l'allocation légale de chômage.

§ 4 - L'indemnité complémentaire de chômage est octroyée pour les journées pour lesquelles une allocation légale de chômage est perçue par le travailleur.

Art. 28. - Le relèvement du montant plancher sectoriel tel que fixé par l'article 27, § 1^{er}, est sans effet pour les entreprises qui ont fixé des niveaux d'indemnisation plus favorables que l'indemnisation résultant de l'application du taux de 85 %. De plus, ce relèvement ne peut en aucun cas entraîner de majoration de la garantie globale qui est prévue en cas de chômage économique dans les entreprises qui ont fixé des niveaux d'indemnisation plus favorables.

Art. 29. - Si, dans une entreprise et sur une période d'un an, le nombre de jours indemnisés est supérieur à 60 pour un nombre important de travailleurs, le problème sera examiné paritairement au niveau de l'entreprise, sans préjudice de l'application des dispositions de la convention collective de travail du 17 février 1965 relative à la procédure de conciliation.

Art 30. et 31. - [...] Abrogés.

Art. 32. - La présente convention produit ses effets le 1^{er} avril 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique ainsi qu'à chacune des parties signataires.

01-06-2007

08-06-2007

89.252 (CO 104)

PARITAIR COMITÉ VOOR DE IJZERNIJVERHEID (PC nr 104)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 mei 2007 tot wijziging en coördinatie van hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Hoofdstuk I - Onderwerp

Artikel 1. - Onderhavige **overeenkomst** is afgesloten in uitvoering van het Sectoraal Akkoord van 29 mei 2007 in de staalindustrie - Arbeiders - 2007-2008. Deze overeenkomst wijzigt en coördineert hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst **tot** toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken, tenslotte gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 2005 (geregistreerd onder het nr 74879/CO/104 en algemeen verbindend verklaard door een koninklijk besluit van 19 april 2006, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 25 september 2006).

Hoofdstuk II - Toepassingsgebied

Art. 2. - Onderhavige overeenkomst is van toepassing in de **ondernemingen** die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de **ijzernijverheid** (PC nr 104) en op de werknemers en werknemsters die door een arbeidsovereenkomst voor arbeider aan deze **ondernemingen** gebonden zijn.

Hoofdstuk III - Bepalingen tot wijziging van hoofdstuk VI van het protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Art. 3. - Artikel 27 van bovenvermeld protocol van 26 maart 1975 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 27, § 1 - Vanaf 1 april 2007 wordt aan de gedeeltelijk werkloze, volgens de hierna gepreciseerde **modaliteiten**, 85 % van zijn **normaal** brutoloon gewaarborgd, begrensd **tot** het bedrag van de dagelijkse werkloosheidsuitkering.

§ 2 - Deze verhoging van het percentage is gekoppeld aan de voorwaarde dat de cumul van **alle** uitkeringen niet **tot** gevolg **mag** hebben dat het normale nettoloon van de werknemer overschreden wordt.

§ 3 - Onder het normale brutoloon wordt het **loon** verstaan dat in aanmerking **komt** voor het vaststellen van de wettelijke werkloosheidsuitkering.

§ 4 - De **bijkomende** werkloosheidsuitkering wordt toegekend voor de dagen waarop een wettelijke werkloosheidsuitkering door de werknemer verkregen wordt. »

Art. 4. - Artikel 28 van ditzelfde protocol **wordt** vervangen door volgende bepaling :

« Art. 28. - De verhoging van het sectorale **minimumbedrag zoals** bepaald in artikel 27, § 1 blijft zonder gevolgen voor de ondernemingen die uitkeringsniveaus hebben vastgelegd die gunstiger zijn dan de uitkering voortvloeiend uit de toepassing van de 85 %. Bovendien **mag** deze verhoging in geen geval een stijging met zich meebrengen van de globale waarborg die voorzien is in geval van economische werkloosheid in de ondernemingen die gunstigere uitkeringsniveaus hebben vastgelegd. »

Art. 5. - Artikel **32** van ditzelfde protocol wordt vervangen door volgende bepaling :

«Art. 32. - Onderhavige **overeenkomst** heeft uitwerking met ingang van 1 **april** 2007. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur. Ze kan door **elk** van de ondertekenende partijen opgezegd worden **mits** een **opzegtermijn** van drie **maanden**, per aangetekend schrijven bij de post betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de **ijzernijverheid**, evenals aan elk van de ondertekenende partijen. »

Hoofdstuk IV - Bijlage houdende coördinatie van hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Art. 6. - De ondertekenende partijen voegen in bijlage aan onderhavige overeenkomst de gecoördineerde versie toe van hoofdstuk VI van het protocol van 26 maart 1975.

Hoofdstuk V - Inwerkingtreding en duur

Art. 7. - Onderhavige overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 april 2007. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur. Ze kan door elk van de ondertekenende partijen opgezegd worden mits een opzegtermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven bij de post betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de **ijzernijverheid**, evenals aan elk van de ondertekenende partijen.

* ★

Handwritten signatures



Bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 mei 2007 tot wijziging en coördinatie van hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Hoofdstuk VI - Collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering

Art. 23. - Onderhavige **overeenkomst** voorziet een aanvullende vergoeding bij de wettelijke werkloosheidsuitkering in **geval** van gedeeltelijke werkloosheid.

Art. 24. - **Elk** verzoek **tot** afwijking van de bepalingen van onderhavige overeenkomst **moet** schriftelijk gericht worden **tot** de Voorzitter van het Paritair Comité en het onderwerp **uitmaken** van de goedkeuring van het Paritair Comité.

Art. 25. - In de geest van de huidige overeenkomst wordt onder gedeeltelijke werkloosheid verstaan deze die uit economische gevolgen voortspuit en ingesteld is in **toepassing van** artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 26. - Teneinde de arbeid op de **meest** billijke wijze onder de **werknemers** te **verdelen**, zal voor zover dit technisch **mogelijk** is en naargelang de beschikbare **arbeidskrachten**, een werkloosheid met beurtregeling ingevoerd worden, met dien verstande dat dit systeem voor eenzelfde arbeidspost niet tegelijkertijd de uitkering van een **bijkomende** werkloosheidsuitkering aan de titularis van de arbeidspost en van een looncompensatie aan de tijdelijk naar die post overgeschakelde werknemer met zich mag meebrengen.

Indien over dit laatste punt **moeilijkheden** zouden ontstaan, zou hiervoor met de vakbondsafvaardiging naar een oplossing **moeten** worden gezocht, die het evenwicht houdt tussen aanvullende werkloosheidsuitkeringen en **compensaties** wegens tijdelijke overplaatsing.

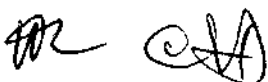
Art. 27, §1 - Vanaf 1 april 2007 wordt aan de gedeeltelijk werkloze, volgens de hierna gepreciseerde modaliteiten, 85 % van zijn normaal brutoloon gewaarborgd, begrensd **tot** het bedrag van de dagelijkse werkloosheidsuitkering.

§2 - Deze verhoging van het percentage is gekoppeld aan de voorwaarde dat de cumul van **alle** uitkeringen niet **tot** gevolg mag hebben dat het normale nettoloon van de werknemer overschreden wordt.

§3 - Onder het normale brutoloon wordt het **loon** verstaan dat in aanmerking **komt** voor het vaststellen van de wettelijke werkloosheidsuitkering.

§4 - De bijkomende werkloosheidsuitkering wordt toegekend voor de dagen waarop een wettelijke werkloosheidsuitkering door de werknemer verkregen wordt.

Art. 28. - De verhoging van het sectorale minimumbedrag **zoals** bepaald in artikel 27, § 1, blijft zonder gevolgen voor de **ondernemingen** die uitkeringsniveaus hebben vastgelegd die gunstiger zijn dan de uitkering voortvloeiend uit de toepassing van de 85 %. Bovendien mag deze verhoging in geen geval een stijging met zich meebrengen van de globale waarborg die voorzien is in geval van economische werkloosheid in de ondernemingen die gunstigere uitkeringsniveaus hebben vastgelegd.



Art. 29. - Indien in een bepaalde **onderneming** over een **periode** van een jaar het aantal te vergoeden dagen hoger zou liggen dan 60 voor een aanzienlijk aantal werknemers, dan **zal** het **probleem** paritair onderzocht **worden** op **ondernemingsvlak** en dit **onverminderd** de toepassing van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 1965 betreffende de verzoeningsprocedure.

Art. 30. en 31. - [...] Opgeheven.

Art. 32. - Onderhavige **overeenkomst** heeft uitwerking met ingang van 1 **april** 2007. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur. Ze kan door **elk** van de ondertekenende partijen opgezegd worden **mits** een **opzegtermijn** van drie **maanden**, per aangetekend schrijven bij de post betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid, evenals aan elk van de ondertekenende partijen.



Two handwritten signatures in black ink at the bottom left of the page.